

# **DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

## **ENJEU ÉLECTORAL AU CANADA?**

Du 25 au 27 septembre se tiendra à New York l'Assemblée générale des Nations Unies durant laquelle les chefs d'État du monde entier devraient approuver un nouvel agenda international intitulé : « Transformer notre monde: Le programme de développement durable à l'horizon 2030 », qui prendra la suite des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) approuvés en 2000. Le développement international a rarement été un enjeu électoral au Canada, et pourtant on devrait se poser de sérieuses questions quant à l'envergure de notre aide, où elle est dirigée, et comment elle est mise en œuvre. Les réponses à ces questions refléteront les choix de politique étrangère et des relations internationales de chacun des partis politiques concernés. Bien sûr, nous parlons beaucoup d'économie, d'emplois et de sécurité ici chez nous au cours de la présente campagne, mais on pourrait se demander, vu l'état de l'évolution de la planète, si notre bien-être futur n'est pas en grande partie lié à celui des autres pays, des pays en développement, et en particulier des plus pauvres.

Le but de ce document est de faire le point sur les résultats des OMD fixés en l'an 2000 pour la période 2000-2015 et sur la réponse canadienne à ces objectifs, ainsi que sur les nouveaux objectifs de développement durable 2015-2030 qui devraient être approuvés le 26 septembre, en vue de nous éclairer dans nos discussions, avec les candidates et candidats députés et leurs différents partis politiques. En décembre 2000, lors de la grande conférence internationale tenue à l'ONU suite à un long processus de concertation au niveau global, régional et national, les 8 OMD ont été adoptés par plus de 147 chefs d'États pour assurer une plus grande dignité, égalité et équité entre les peuples de la terre. Ces objectifs représentaient une avancée importante des grandes stratégies internationales pour l'aide au développement. Ils incluaient des indicateurs précis de mesure des résultats et l'identification des responsabilités et imputabilités communes quant à l'atteinte de ces objectifs. En effet, les gouvernements et les populations tant dans les pays du Sud que du Nord insistaient pour que l'aide internationale soit plus efficace et produise de meilleurs résultats.

Ces objectifs se résumaient ainsi :

- réduire de moitié la pauvreté extrême et la faim;

- réduire de 2/3 la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle et combattre les grandes pandémies comme le VIH, la malaria et la tuberculose;
- assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;
- améliorer l'accès à l'eau potable et l'assainissement, préserver l'environnement et la biodiversité et;
- établir un partenariat mondial pour le développement.

On peut dire aujourd'hui, au vu des résultats atteints, qu'indéniablement des **progrès remarquables** ont été accomplis sur presque tous ces objectifs, dans un temps relativement court de 15 ans, mais **il reste encore beaucoup à faire**. En effet, même si des inégalités persistent et que les progrès ont été inégaux, en particulier dans les pays en déficit de gouvernance ou en conflit, significativement moins de gens ont faim, beaucoup plus d'enfants, en particulier des filles vont à l'école et moins de gens meurent de maladies pouvant être prévenues ou traitées. On peut consulter le dernier rapport détaillé sur l'ensemble et chacun des objectifs auprès du site suivant des Nations Unies ([www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/mdg](http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/mdg)).

Entre autres résultats, on peut noter que:

- Plus d'un milliard de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté: diminution de 56% à 48% en Afrique subsaharienne, de 51% à 30% en Asie du Sud, de 45% à 14% en Asie du Sud-Est, de 12% à 6% en Amérique du Sud et Caraïbes. Le développement économique rapide de la Chine et de l'Inde a grandement contribué à l'atteinte de l'objectif global de réduction de la pauvreté, mais encore 1/5 de la population mondiale vit avec moins de 1,25\$ par jour;
- La proportion de personnes souffrant de malnutrition et sous-nutrition sur la planète est passée de 24% à 14%, mais encore plus de 800 millions d'individus souffrent de malnutrition extrême; il est paradoxal d'ailleurs de noter que les 3/4 de ces personnes vivent en milieu rural;
- La mortalité infantile a baissé de près de la moitié, ce qui représente 17 000 enfants sauvés chaque jour. Le Niger, par exemple, a réduit son taux de 67% mais le pays compte encore 113/1000 enfants qui meurent avant d'atteindre l'âge de 5 ans. Le taux en Afrique est passé de 178 à 109 pour mille, et en Asie du Sud de 116 à 61 pour mille. La mortalité maternelle globale a baissé de 45%, mais encore plus de 300 000 femmes décèdent des suites de la grossesse ou de l'accouchement;

- 6,6 millions de malades du VIH ont été sauvés, 3,3 millions de la malaria, 22 millions de la tuberculose;
- L'accès à l'éducation primaire s'est accru rapidement au début des années 2000 mais les progrès ont ralenti au cours des dernières années, notamment en raison de l'augmentation des zones de conflits. En Afrique, l'accès est passé de 60% à plus de 75%, l'Asie du Sud de 75% à près de 90%. Le défi est encore plus grand de maintenir ces taux ainsi que d'améliorer la qualité de l'enseignement.

Les OMD ont donc effectivement permis l'atteinte de résultats substantiels et importants. Les questions de pauvreté et développement ont été mises à l'avant-scène des politiques publiques des pays. Le soutien public notamment aux programmes d'aide à l'éducation et à la santé s'est accru. L'aide publique globale au développement (APD) a atteint un sommet record en 2013 de 135 milliards de dollars US, mais l'aide aux pays les plus pauvres a paradoxalement diminué au cours des dernières années. L'APD provenant des gouvernements vient loin derrière les investissements privés directs dans les pays en développement, moteur central donc du développement économique; la coordination de l'aide publique, des investissements privés, des politiques nationales et des efforts de la société civile devient donc centrale pour l'atteinte des objectifs de développement. Les dons privés, notamment les remises en provenance des populations émigrées, ont aussi joué un rôle de plus en plus important au cours des 15 dernières années et la tendance n'est pas à la baisse, bien au contraire.

Il y a quand même eu plusieurs critiques autant sur les objectifs comme tels que sur la manière de les atteindre. Plusieurs experts ont noté que l'approche générale était encore très « paternaliste » des pays du Nord au pays du Sud, et créait une dépendance envers l'aide au développement, surtout des pays les plus pauvres. Beaucoup de discussions ont aussi porté sur la question de l'**efficacité de l'aide**, des mesures ont notamment été mises en place pour une plus grande coordination des aides diverses et une plus grande intégration et alignement des divers programmes et projets des donateurs avec les priorités des pays récipiendaires eux-mêmes. Par contre, la capacité des divers pays récipiendaires pour gérer l'afflux d'aide de diverses provenances a toujours représenté un défi, en particulier lors des crises humanitaires suite aux conflits ou catastrophes naturelles. Peut-être aurait-il fallu ajuster les objectifs aux diverses catégories de pays (revenus moyens, les plus pauvres, pays en conflit, etc.), et mettre plus d'accent sur l'appui au développement des capacités locales de gestion et coordination des flux d'aide. Les efforts sur l'**équité des**

**genres** dans les programmes de développement ont bien sûr amené des progrès certains mais ils sont mitigés et très variés d'un pays à l'autre.

Une autre critique a été celle concernant le manque de priorité donné aux aspects de gouvernance, des droits humains, de corruption et transparence, des facteurs importants dans encore plusieurs pays. Des efforts ont bien sûr été apportés, tant par des pays donateurs et institutions internationales que certains pays récipiendaires, mais ce sont des aspects complexes à gérer, et très souvent les sociétés civiles locales n'ont pas été en mesure de se concerter pour faire les pressions nécessaires, autant sur les gouvernements étrangers que les leurs, pour amener des changements politiques durables. Enfin, même si un objectif portait sur la préservation de l'environnement, force est d'admettre que les résultats sont loin d'être satisfaisants, notamment compte tenu des niveaux accrus d'émissions de gaz à effet de serre, de la déforestation continue notamment en Amérique du Sud et en Afrique, et de la réduction accélérée de la biodiversité en particulier des océans et des forêts.

C'est sur la base de ce bilan globalement positif des résultats des ODM, malgré certaines lacunes, que les discussions ont eu lieu ces dernières années pour mettre de l'avant de nouveaux **objectifs pour le développement durable** sur la planète pour la période 2015 à 2030. Le document qui est soumis pour approbation aux chefs d'État qui convergent aux Nations Unies à New York du 25 au 27 septembre se veut encore plus ambitieux et transformationnel, visant rien de moins qu'à changer l'état de la planète. Ces nouveaux objectifs proposés vont construire sur les précédents, compléter le travail pour ceux qui ont eu du retard, et en proposer d'encore plus ambitieux. Ils se veulent intégrés et proposent un équilibre entre les trois enjeux du développement durable, l'économique, le social et l'environnemental. Les discussions ont impliqué les représentants des gouvernements mais aussi ceux du secteur privé et de la société civile. Vous pouvez consulter ce document en même temps que nos dirigeants sur le site : [sustainabledevelopment.un.org](http://sustainabledevelopment.un.org).

La question de l'**environnement** est devenue bien sûr centrale et les liens avec le développement économique de plus en plus évident. Des priorités additionnelles seront donc fixées pour traiter de la durabilité du développement et des questions de protection et conservation d'environnement et de biodiversité. D'autant plus qu'en décembre prochain aura lieu la grande conférence de Paris sur les changements climatiques et les façons de les réduire ou de s'y adapter. Les **enjeux économiques** d'aujourd'hui sont aussi très différents de ceux de l'an 2000: l'avancée des pays émergents et leurs impacts dans les pays en développement, la relation des villes et campagnes, les inégalités économiques croissantes entre les pays mais aussi à l'intérieur des

pays, la question de l'emploi et la capacité du développement économique pour les créer. Les questions de **gouvernance** prendront aussi plus de place quant à la qualité et l'efficacité des programmes de développement, en particulier, la question de la capacité pour les gouvernements, les organismes de la société civile et le secteur privé de planifier, coordonner et intégrer leurs actions en vue d'un développement durable et équitable deviendra inéluctable. Enfin, de plus en plus de questions se posent sur le paradigme actuel du développement humain et les relations entre l'économique, le social, le culturel, et l'environnement; il est à prévoir que le pape François dans son discours face aux dirigeants du monde en appelle même à une réflexion profonde sur la pertinence du modèle économique prédominant.

Le document soumis à l'Assemblée des chefs d'État proposera 17 Objectifs de développement durable (dont les 8 OMD reconduits) en plus de 169 cibles, indicateurs et mesures de résultats pour chacun. Les objectifs devraient aussi s'appliquer également à tous les pays, incluant les plus avancés et donc aussi au Canada. C'est donc encore plus important pour les Canadiennes et Canadiens de s'informer et de dialoguer sur ces questions de prospérité, d'inégalités et d'environnement avec les candidates et candidats des présentes élections.

Et qu'en est-il de la performance du Canada en relation au soutien des OMD? En termes de quantité d'aide publique au développement (APD), le Canada a accru ses budgets au début des années 2000. L'APD a connu un sommet de 5,5 milliard de dollars en 2010-2011. Toutefois, nous avons assisté à une baisse constante au cours des trois dernières années tant en terme de montant global qu'en pourcentage de notre produit national brut. De plus, une partie des budgets n'ont pas été déboursés (ou investis) et sont donc retournés au trésor public. Le pourcentage de 0,24% du PIB, consacré actuellement à l'APD, place maintenant le Canada au 16ème rang des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dont la moyenne est de 0,29%. Nous sommes donc très loin du 0,7% adopté il y a déjà plus de vingt ans et dépassé par plusieurs pays.

Le Canada a suivi les efforts internationaux pour une plus grande efficacité de l'aide en donnant un rôle plus important aux pays bénéficiaires dans la détermination des priorités de l'aide, ainsi que dans sa gestion (aide-programme, aide sectorielle acheminée via des institutions gouvernementales locales). En 2009, le Canada indiquait que 80% de son aide bilatérale serait dirigée vers 20 pays prioritaires (25 pays en 2014), dont près de la moitié sont des pays les plus pauvres. Une aide substantielle a été dirigée vers les programmes de santé maternelle et des enfants, incluant un engagement personnel de notre premier ministre; toutefois cette aide excluait toutes les

actions de planification des naissances. Les derniers énoncés de politique étrangère, (publiés ou de facto) indiquent un rapprochement certain avec les intérêts commerciaux du pays. Et les approches de partenariat avec les organismes de la société civile, les ONG de développement et environnementaux, ainsi qu'avec le secteur privé ont subi de nombreuses réformes qui ont amené beaucoup de débats et d'insatisfaction.

Alors comment le Canada appliquera-t-il ce nouvel accord sur les objectifs de développement durable qu'il devrait ratifier les 26 et 27 septembre? Nos dirigeants feront-ils une place plus importante aux relations avec les organismes de la société civile, ici et dans les pays en développement? Sauront-ils accorder l'importance qu'il faut aux enjeux de gouvernance, de droits humains, de transparence et de protection de l'environnement? On pourrait donc poser la question suivante aux candidats et aux différents chefs de partis dans la présente campagne électorale: « Quelles seront les positions du Canada par rapport aux nouveaux objectifs de développement durable, tant dans la politique étrangère, dont l'aide internationale, que dans les politiques sociales, économiques et environnementales du pays? ».

Signataires:Nigel Martin, Yves Pétilon, Mario Renaud et Pierre Véronneau (Anciens directeurs généraux du Conseil canadien pour la coopération internationale - CCCI; du Centre d'études et de coopération internationale - CECI; de l'Agence Canadienne de développement international - ACDI et d'OXFAM-Québec)

Sources: Rapports des Nations Unies; journaux *The Guardian*, *Financial Times*, *Le Devoir*; Gouvernement du Canada; Vandemontele et Delamonica 2010 development; [progress.org](http://progress.org).